

Au nord comme au sud de la Méditerranée

Qu'ils dégagent tous !

Après Ben Ali le 14 janvier, c'est Moubarak qui a, sous la pression de la rue, des grèves ouvrières et des manifestations, du quitter le pouvoir. Le formidable mouvement révolutionnaire commencé en Tunisie n'en finit pas de s'étendre : malgré la répression sanglante, avec des armes vendus par l'Etat et les capitalistes français, les jours de Kadhafi sont comptés, et les manifestations, grèves et protestations touchent désormais toute l'Afrique du Nord et tout le Moyen-Orient. Du Maroc à l'Iran, partout, la classe ouvrière et la population se lèvent pour le pain, la liberté et la dignité humaine. La même colère, la même révolte et les mêmes slogans apparaissent dans toute la région, que les régimes soient désignés « pro-occidentaux » ou « anti-occidentaux ». A la propagande du régime islamique qui affirmait que le peuple d'Egypte voulait l'application de la Charria, la population iranienne a répondu par de puissantes protestations les 14 et 20 février, criant « Moubarak, Ben Ali, et maintenant au tour de Saïd Ali » (c'est-à-dire Khameneï, le « leader suprême » du régime). En Irak, après des années d'occupation et de guerres sectaires entre réactionnaires religieux et nationalistes, chiites et sunnites, kurdes et arabes



s'unissent dans une même lutte pour exiger une vie meilleure. Des manifestations sont déjà prévues le 20 mars dans cette monarchie ultra réactionnaire qu'est l'Arabie Saoudite, et, à des milliers de kilomètres des protestations se préparent en Chine alors que, pour la première fois depuis des décennies on a manifesté en Corée du Nord.

A l'inverse de l'espoir qui monte dans le coeur de celles et ceux qui souffrent de l'ordre capitaliste actuel, tous les régimes, Etats et gouvernements réagissent effrayés, devant la montée des protestations. Monarchistes, nationalistes kurdes ou arabes, islamistes ou démocrates occidentaux, tous les partis et toutes les fractions de la bourgeoisie locale comme internationale cherchent, par tous les moyens, à éteindre l'incendie. Sans parler du bain de sang en Libye, commis avec des armes françaises, les exécutions s'intensifient en Iran pour terroriser la population et les 14 et 20 février, les forces du régime ont assassiné à Téhéran et à Chiraz alors que la répression des manifestations du 26 février au Maroc ont fait un mort à Fez et des dizaines de blessés à Agadir dont trente camarades du groupe « Marxistes Révolutionnaires ». En Palestine, les deux factions rivales de la bourgeoisie, le Hamas qui contrôle la Bande de Gaza et le Fatah au pouvoir au Cisjordanie, ont toutes les deux réprimé les manifestations de soutien à la révolution en Egypte, alors que le gouvernement israélien faisait part de son soutien à Moubarak, démontrant une fois encore que bourgeois et politiciens peuvent se faire des guerres, que les populations paient par le sang et la mort, mais qu'ils se retrouvent bien unis face à la révolte des exploité(e)s. En Egypte, la junte militaire au pouvoir tente, après le départ de Moubarak, de mettre fin aux grèves ouvrières, et les Etats-Unis ont cherché toutes les possibilités de nouveau gouvernement pour remplacer Moubarak, allant jusqu'à discuter avec les Frères Musulmans qui ont oublié leur rhétorique anti-impérialiste pour répondre présents.

La révolte, la colère et les slogans de la flamme révolutionnaire qui fait frémir d'angoisse tous les dictateurs, rois, chefs féodaux et bourgeois du Maghreb et du Moyen-Orient ainsi que leurs complices occidentaux, s'étend peu à peu hors de cette région. Il faut dire que si les idéologues du système capitaliste nous ont vendu la théorie du « choc des civilisations », les révolutions au sud de la Méditerranée ont montré que partout les gens aspirent à la liberté et à l'égalité, à une vie meilleure, au pain et aux roses. Le slogan « pain, liberté, dignité humaine » n'a rien de spécifiquement arabe ou oriental, c'est l'aspiration universelle

Manifestations de masse en Irak

Le mouvement pour la liberté et l'égalité s'est étendu à l'Irak. Des manifestations chaque jour se déroulent dans plusieurs villes d'Irak depuis la mi-février, notamment à Bassora, Nasiriyah, Diwaniyah, Amarah, Bagdad, Kirkouk et Sulaymania. Les slogans réclament une allocation chômage (qui n'existe pas en Irak), l'augmentation des rations alimentaires, la fin des coupures incessantes d'électricité, et dénoncent la corruption à tous les niveaux.

A Bagdad, elles se déroulent symboliquement place Tahrir, en référence à la place du même nom au Caire où le rassemblement de centaines de milliers d'Egyptiens a fait chuter Moubarak. La police et la garde nationale tentent de les empêcher en bloquant les ponts sur le Tigre, qui traverse la ville, et les accès, mais les habitants des différents quartiers se coordonnent pour faire connaître la position des forces de répression. A Tikrit, au nord de Bagdad, les forces antiémeutes ont été employées pour réprimer les étudiants. Au Kurdistan, c'est la capitale régionale, Sulaymania, qui est le lieu de manifestations contre le gouvernement nationaliste corrompu et contre la pauvreté. Elles se concentrent surtout sur le parti dominant au parlement régional, le PDK, connu pour sa corruption et son fonctionnement féodal. Sa milice a employé les tirs à balle réelle contre les manifestants, faisant un mort et des dizaines de blessés.

Dans ce mouvement, nos camarades du Parti Communiste-Ouvrier d'Irak, du Parti Communiste-Ouvrier du Kurdistan et du Congrès des libertés en Irak sont en première ligne. Plusieurs militants ont été arrêtés, en raison de leur implication. Les locaux de la télévision du Congrès des libertés ont été saccagés. De même, à Londres, nos camarades jouent un rôle essentiel dans l'organisation du mouvement de solidarité, qui rassemble des milliers de Kurdes.

Informations régulières sur le site Solidarité Irak :

<http://www.solidariteirak.org/>

■ Stéphane Julien

Sommaire | Qu'ils dégagent tous !, Irak p 1. | Des papiers pour Saïd, En mémoire de Mansour Farzad, Venezuela, Manif à Lyon p 2. | Les dictateurs doivent être jugés ainsi que leurs complices occidentaux, Des places en crèches, répression p 3 | La femme dans la vie et la mort p 4.

de toutes les travailleuses et de tous les travailleurs, de tous les exploités, où qu'ils vivent dans le monde.

Si tous les exploitateurs du monde veulent éteindre cette vague révolutionnaire, les exploité(e)s au contraire y voient que l'espoir d'une vie meilleure, de la révolution pour briser la misère et l'oppression, sont bel et bien d'actualité.

Pour le pain ! C'est-à-dire pour une vie décente, voilà une revendication vitale pour chaque être humain. Les fortunes amassées par les Ben Ali, Moubarak et Kadhafi pourraient nourrir plusieurs fois la population de tous ces pays où pourtant la population crève du chômage et de la misère, des salaires qui ne permettent pas de nourrir les enfants, des logements insalubres, etc. Mais au-delà de ces exemples de dictateurs corrompus, c'est bien l'humanité entière qui pourrait, non seulement manger à sa faim, mais aussi de bénéficier de soins, de logements décentes, d'une éducation pour tous les enfants et de tous les formidables progrès technologiques. Cette revendication d'une vie décente, c'est l'aspiration de toutes celles et de tous ceux qui subissent l'ordre capitaliste actuel. C'est l'aspiration des quatre millions de familles qui ont été expulsées de leurs logements avec la crise du capitalisme aux Etats-Unis. C'est une aspiration ici même, en France, où un quart des salarié(e)s vivent en dessous du seuil de pauvreté, où des millions de travailleuses et de travailleurs crèvent de ne pas trouver de travail devant les agences de Pôle Emploi alors que chaque jour deux salariés se suicident à l'usine ou au bureau.

Pour la liberté ! Là aussi, si le slogan est dirigé contre des dictatures, c'est une aspiration universelle. La liberté c'est bien plus que la démocratie parlementaire où, après une élection, tout continue comme avant. La liberté cela signifie la totale liberté d'expression, c'est la liberté de s'organiser, de décider de sa propre vie. Elle ne peut vouloir dire aussi que l'égalité complète entre les femmes et les hommes, tant la liberté des femmes est la condition à la liberté de toute la société. Il y a d'ailleurs fort à parier que ces millions de femmes qui sont en première ligne dans les luttes contre les dictatures refuseront de se laisser opprimées par des petits Ben Ali ou des petits Moubarak sous prétexte qu'il s'agit de leurs maris, de leurs frères ou de leurs pères. Liberté aussi, qui ne peut s'arrêter aux portes de l'entreprise, où, partout dans le monde les patrons se comportent comme de véritables tyrans, pouvant même décider de réduire toute une région à la misère en fermant les usines ! On notera d'ailleurs que même dans les pays qui se proclament démocratiques, des droits fondamentaux comme le droit de grève ou de manifestation peuvent être remis en cause quand la classe ouvrière relève la tête.

Pour la dignité humaine ! Là aussi c'est un cri universel, un cri qui résonne chaque jour pour des millions de salarié(e)s soumis à la pression et aux humiliations quotidiennes des chefs. Un cri universel qui rejette les discriminations racistes ou sexistes, le chauvinisme et tous les délires d'un autre âge sur « l'identité nationale » et autres divisions arbitraire de l'humanité.

Qu'ils vivent au sud ou au nord de la Méditerranée, les chômeurs revendiquent des emplois, les ouvriers veulent du pain, des conditions de travail décentes, le droit de grève et d'organisation, les femmes luttent pour l'égalité, la population aspire au bien-être, à la liberté, et à la dignité.

Tous les dirigeants, locaux ou internationaux, et toutes les fractions et partis de la bourgeoisie, qu'ils s'affirment démocrates, monarchistes, nationalistes, islamistes ou autres, de gauche ou de droite, ne visent qu'à une chose, éteindre ce formidable mouvement révolutionnaire, craignant qu'il ne les entraîne tous à la place qui est la leur : les poubelles de l'histoire. Au nord comme au sud de la Méditerranée : qu'ils dégagent tous ! Et que vive la révolution pour le pain, la liberté et la dignité humaine !

■ Camille Boudjak, 27 février 2011

Pour recevoir régulièrement notre bulletin en PDF, écrivez nous à : contact@communisme-ouvrier.info

Des papiers pour Saïd !

Notre camarade Saïd Niroumand, militant du Parti Communiste-Ouvrier d'Iran et du syndicat CGT des Précaires et Privés d'Emploi de Lyon, est un réfugié politique iranien débouté du droit d'asile. Sa demande d'asile ayant été rejetée, Saïd Niroumand, sous le coup d'une Obligation de Quitter le Territoire Français (OQT), est actuellement menacé d'expulsion.

En cas de retour en Iran, où un mandat d'arrêt à son encontre a été prononcé à son égard pour « injures envers les valeurs sacrés », la liberté, la sécurité et même la vie de Saïd Niroumand serait gravement menacées, surtout dans le contexte actuel où la répression et les exécutions s'intensifient contre les opposant(e)s au régime en Iran. Il est à noter qu'en plus de ses activités contre le régime en Iran, Saïd Niroumand a, depuis son arrivée en Europe, participé à de nombreuses manifestations et actions publiques en faveur des droits humains, des droits des femmes, et de la laïcité contre la République Islamique d'Iran aux côtés du Parti Communiste-Ouvrier d'Iran, ce qui rend encore plus dangereux tout retour en Iran. N'hésitez pas à nous contacter pour participer à la campagne pour la levée de l'OQT et la régularisation de Saïd.

En mémoire de notre camarade Mansour Farzad

Notre cher camarade Mansour Farzad est mort dimanche 13 février 2011 d'une crise cardiaque. Né à Sanandaj (Kurdistan d'Iran), militant communiste contre la monarchie du Shah, il rejoint dès 1979 Komala pour lutter contre la République Islamique et devient un de ses militants les plus connus et appréciés pour sa participation au comité de quartier lors de la résistance de la ville face aux attaques des forces de Khomeiny. Pendant des années, il participera à la lutte armée au Kurdistan comme peshmerga dans les rangs de Komala, et rejoint dès leurs fondations d'abord le Parti Communiste d'Iran puis le Parti Communiste-Ouvrier d'Iran. Devant fuir le pays, il est réfugié à Göteborg en Suède. Responsable à plusieurs reprises de l'Iskra, journal du Comité du Kurdistan du PCOI, membre du Comité du Kurdistan et du Comité Central du Parti Communiste-Ouvrier d'Iran, Mansour Farzad a lutté toute sa vie, sans répit, pour la liberté et le socialisme contre la République Islamique. Avec Mansour Farzad, nous avons perdu un de nos meilleurs camarades et la population du Kurdistan et d'Iran un de ses meilleurs enfants. Nous partageons la douleur de sa femme Susan Sabri, de ses enfants, de sa mère, de tous ses proches, ami(e)s et camarades du Parti Communiste-Ouvrier d'Iran à qui nous adressons nos plus sincères condoléances.

Venezuela: Liberté pour Rubén González !

Rubén González, syndicaliste de la Ferrominera dont nous avons parlé dans notre bulletin de janvier, a été condamné le 28 février à 7 ans et deux mois de prison pour faits de grève à Ciudad Piar. Il était accusé rien moins que de complot, d'incitation au crime, de violation d'une zone de sécurité et d'entrave à la liberté du travail. En entendant la sentence, notre camarade a simplement dit: « Je serai en prison, mais j'ai fait ce que j'avais à faire ». La défense avait présenté 70 témoins depuis l'ouverture du procès le 3 novembre dernier (le Ministère public en présentant 5). Les organisations syndicales non-chavistes, les libertaires et la minorité de trotskystes ne soutenant pas le régime considèrent unanimement que ce jugement est un message clair contre les activités ouvrières à la base non contrôlées et encadrées par le régime, un élément d'une criminalisation des luttes sociales.

■ S.J

De la Libye à l'Iran : A bas toutes les dictatures !

Samedi 26 février nous étions environ deux cent personnes à Lyon place Bellecour pour soutenir le peuple libyen et protester contre les exécutions en Iran. Nous avons discuté individuellement avec beaucoup de militants de la répression féroce du régime sanguinaire d'Ahmadinejad. De plus nous avons recolté une centaine de signatures pour notre camarade Saïd Niroumand, demandeur d'asile et actuellement menacé d'expulsion vers l'Iran. Plusieurs organisations de gauche se sont engagées à exercer une pression sur la préfecture du Rhône pour exiger la levée de son obligation à quitter le territoire français et qu'il obtienne un titre de séjour. De nombreuses personnes ont demandé des nouvelles de Sakineh toujours menacée d'exécution et qui a récemment tenté de mettre fin à ses jours en prison. Nous sommes très satisfaits du soutien que nous avons obtenu à l'occasion de ce rassemblement. Messieurs Kadhafi et Ahmadinejad prenez exemples sur vos collègues de Tunisie et d'Egypte : dégagez !

■ Anaïs (UPC)

Les dictateurs doivent être jugés ainsi que leurs complices occidentaux

Le jugement des Ben Ali, Moubarak, Ali Khamenei, Kadhafi, et autres dictateurs d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient est une exigence fondamentale pour la population de ces pays. Les familles, les proches, les ami(e)s de celles et ceux qui sont tombé(e)s sous les balles des forces de répression, celles et ceux qui ont été torturé(e)s, violé(e)s en prison, enfermé(e)s pour avoir osé dénoncer ces régimes, ont le droit à la justice. Avec les figures principales de ces régimes, devront aussi être jugés tous ceux qui ont été responsables des tueries, des massacres, de la répression pendant des décennies. Ce ne sont que de tels procès, publics, qui permettront à la fois de montrer que ce n'est pas qu'un dictateur mais tout son appareil d'Etat qui est brisé, et qui permettront aussi, aux victimes et à leurs proches, d'obtenir réparation, d'ouvrir les dossiers les plus noirs de ces régimes pour qu'enfin éclate la vérité.

Au fur et à mesure que se développent les révolutions au Maghreb et au Moyen-Orient, éclatent aussi, au grand jour, les complicités occidentales et françaises de ces régimes assassins. On se souvient des propos de Michèle Aliot-Marie, ministre française de l'intérieur, qui, la veille du départ de Ben Ali, proposait d'aider la dictature à réprimer. On apprend qu'au Bahreïn, l'Etat français a formé et entraîné les forces de répression de cette dictature. Ainsi un rapport parlementaire de février 2010 indiquait : « *La coopération privilégiée établie depuis quatre ans avec la Direction centrale des compagnies*

républicaines de sécurité a permis d'accompagner la professionnalisation des unités anti-émeute et d'améliorer la gestion des foules, dans un archipel où il n'est pas rare que les manifestations dégénèrent. ». Le contrôle par l'armée de la place de la Perle à Manama jeudi 17 février a fait au moins quatre morts et 231 blessés.

Vendredi 18 février, le Quai d'Orsay a annoncé que l'Etat français suspendait les exportations de matériel sécuritaire (lire répressif) vers la Libye et le Bahreïn... Voilà une manière élégante d'avouer que depuis des années voire des décennies, l'Etat français et les capitalistes de l'industrie de l'armement français arment ces deux dictatures. Dimanche 20 février, on annonçait des chiffres allant jusqu'à plus de 200 victimes de la répression des manifestations à Benghazi dans l'est de la Libye, et on parle maintenant de plusieurs milliers de morts. Et il faut ajouter que dans toutes ces dictatures, la répression, les crimes et les tueries durent depuis l'instauration de ces régimes, et que l'Etat français et les capitalistes français qui les ont soutenus politiquement et militairement sont complices de tous ces crimes.

Les responsables politiques, économiques et militaires français, qu'ils soient de ce gouvernement ou des gouvernements précédents qui ont apporté leur aide, leur soutien et vendu leurs armes à ces régimes sanglants doivent être jugés pour complicité de crimes avec ces dictatures.

■ Initiative Communiste-Ouvrière, 26 février 2011

Une place en crèche pour chaque enfant !

Récemment, la commission européenne a proposé que le congé maternité soit de 18 semaines dans toute l'union européenne, conformément aux normes de l'Organisation internationale du travail. Le gouvernement français, qui est toujours prêt à « harmoniser » sa législation avec les directives européennes quand il s'agit de faire perdre des droits aux salarié(e)s, s'y est fermement opposé.



Dès qu'il s'agit d'un progrès, d'un droit nouveau pour les femmes, il refuse. Les profits des entreprises passent avant le bien-être et la santé des femmes enceintes. Notre plate-forme de lutte se prononce pour **20 semaines de congé maternité minimum** au lieu de 16 actuellement (pour le premier et deuxième enfant) en France.

Le congé parental existe en France, mais pas pour tout le monde : il faut bosser depuis un an dans la boîte. Autant dire que les CDD et les intérimaires n'y ont pas droit. Est-ce que c'est au patron de décider quand on veut avoir des enfants ? Nous réclamons le droit au **congé parental sans condition d'ancienneté** dans l'entreprise.

Dès que le congé maternité, ou le congé parental se termine, la galère commence pour concilier bébé et boulot. La plupart des entreprises et des administrations n'ont toujours pas de crèche, ou alors pas assez de place, et les places en ville sont longues à obtenir. Il faut penser à inscrire l'enfant en crèche avant sa naissance, parfois même avant... sa conception. Ce qu'il faut, c'est **des places en crèches pour chaque enfant dans les quartiers et les entreprises.**

Bien sûr, il ne s'agit pas de se limiter à ces revendications, aussi urgentes soient elles. Communistes, nous désirons une société dans laquelle le choix de faire des enfants, la manière de les élever, ne soit pas sans cesse dictés par les profits du patronat privé ou public.

■ Nicolas Dessaux

Dans le public comme dans le privé, répression contre les salariés

Xavier Mathieu, ancien délégué syndical des ouvriers de l'usine Continental à Clairoix menacé d'un an de prison et de 15 000 € d'amende pour refus de prélèvement ADN, un prof français en Egypte suspendu et rapatrié pour avoir brandi dans les manifs au Caire une pancarte « Casse-toi pauv'con ! », un syndicaliste convoqué au commissariat pour des collages (à la colle à papier peint) de silhouettes sur la façade d'une inspection académique visant à dénoncer les suppressions de postes, la Poste faisant un recours au Ministère suite au refus par l'Inspection du travail des licenciements de 3 cadres syndicalistes, voilà quelques exemples de répression et d'intimidation contre les salarié(e)s en général, et contre les syndicalistes combattifs en particulier.

Un rassemblement est organisé devant le Tribunal de Compiègne pour soutenir Xavier Mathieu le 3 mai à 8h30. Une pétition est en ligne pour soutenir les postiers des Hauts-de-Seine à l'adresse suivante: <http://comitesoutien92.rezisti.org/>.

Qui sommes nous ?

Le communisme-ouvrier, c'est le mouvement de la classe ouvrière contre l'exploitation capitaliste et pour la libération de l'humanité de toute forme d'oppression. C'est une société sans classes, c'est l'abolition du salariat, la propriété commune des moyens de production, l'égalité et la liberté. C'est une société qui applique réellement le principe « *de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins* ».

Le communisme, ce n'est ni l'indépendance nationale, ni l'étatisation de l'économie, ni la nostalgie de l'URSS, de la Chine ou de toute autre dictature soi-disant socialiste, ni le soutien à n'importe quel réactionnaire sous prétexte qu'il est anti-impérialiste.

Dans les luttes sociales, contre l'exploitation capitaliste, contre le sexisme, contre le racisme, contre le nationalisme, contre l'intégrisme, contre le totalitarisme, contre toute forme d'oppression et les discriminations, les communistes sont là, pour préparer la révolution et le véritable changement social.

La Femme dans la vie et dans la mort : De Frederick West à Anthony Kennedy

A l'occasion du 8 mars 2011, Journée Internationale des Femmes, nous avons décidé de publier ce texte inédit de Mansoor Hekmat. Basé sur un crime atroce commis en 1994 en Grande-Bretagne, il conserve malheureusement toute son actualité et permet de rappeler que les crimes et violences, le plus souvent rangés par la presse dans la rubrique « faits divers », parfois justifiés au nom de « l'honneur », de la « passion », de la « folie », parfois même de « l'amour » (qu'on se souvienne des commentaires lors de l'assassinat de Marie Trintignant), sont, lorsque, sous toutes les latitudes, les victimes sont toujours des femmes, « le reflet malade de l'ombre dominante dans la société. »

Une nouvelle horrible a assommé la Grande-Bretagne début mars. Dans l'humble cité historique de Gloucester, célèbre pour ses cafés cosy et sa cathédrale du 11^{ème} siècle, on a découvert une maison qui est devenue la tombe pour les corps des victimes de meurtres mystérieux qui ont eu lieu ces 25 dernières années. A la mi-mars, neuf corps ont été retrouvés sous le plancher de la cave, dans le jardin et sous le sol de la salle de bain de la maison située au 25 rue Cromwell, qui a été surnommée « la maison des horreurs ». La police estime que, sur la base d'indices comme le nombre de personnes disparues dans la région ces dernières années, le chiffre pourrait monter à plus de 30 corps.

A chaque corps déterré, quiconque a un proche disparu ces dernières années retient son souffle. Avec cette découverte macabre, la foule des journalistes, des touristes et des curieux qui campent à l'extérieur, avec leurs appareils photos et leurs pique-niques, grossit. Les voisins louent des « vues » depuis leurs fenêtres. tout le monde, selon sa profession et sa spécialité, dit quelque chose : le maire de Gloucester pleure la « mort d'une ville ». Un journaliste « scientifique » est fasciné par la technologie des radars des détecteurs de mines militaires qui viennent de la guerre des Malouines, maintenant utilisés par la police comme outil principal pour leurs recherches. Alors que les experts médico-légaux de la police tentent d'identifier les victimes avec des tests d'ADN et des reconstructions faciales, les psychologues luttent pour comprendre la pensée et l'imagination de l'assassin. Quelle créature, quel individu malade et tordu peut commettre de tels crimes ? Que le coupable doit être « malade » est un postulat commun. En effet, comme l'a avancé un médecin légiste dans un cas similaires aux Etats-Unis, comment le coupable d'un tel « crime anormal » pourrait être une personne normale ?

Frederick West, le propriétaire et habitant âgé de 52 ans de la maison, a été arrêté et accusé de ces meurtres. De nombreux psychanalystes vont sans doute plonger dans les profondeurs de son cerveau et publieront des livres sur la bases de leurs hypothèses. Mais il y a un point, qui vient et disparaît comme une simple phrase dans les rapports de la police et des journalistes, un point réel qui va au-delà du meurtrier et de son monde privé : toutes les victimes de ses crimes étaient des femmes.

Cela nous amène à Anthony Kennedy...

Page 4 du Times du 9 mars et, accessoirement, juste au verso du rapport sur les cicatrices laissées sur le charmant visage de Gloucester par l'affaire de la rue Cromwell, il y a un rapport sur les majeures évolutions récentes dans l'Eglise Anglicane et un exemple de ses conflits internes. Le héros de l'histoire est le révérent Anthony Kennedy, vicaire de Luton et Gedney. L'Eglise Anglicane (qui a scissionné de Rome il y a 500 ans) a finalement, deux décennies après la décision de son synode général d'admettre des femmes comme prêtres, dûment ordonné 32 femmes à la prêtrise le 12 mars à la cathédrale de Bristol. Pour l'opinion publique et pour les femmes ordonnées elles-mêmes, ça représente une grande étape vers l'égalité des femmes. Une d'entre elles dit, enthousiaste, « seulement lorsque nous sommes égales devant l'Eglise, nous pouvons prétendre être égales devant Dieu ».

Ce que nous savons avec certitude pourtant, c'est que dans les mois qui viennent, nous aurons environ 1200 femmes prêtres en Grande-Bretagne pour vendre du haut de leurs chaires, comme leurs homologues masculins, les vieux enseignements

chauvinistes mâles de l'Eglise sur les femmes et leur place spéciale devant le Tout Puissant, c'est-à-dire la traduction divine de leurs places spéciales sous le joug de la société machiste.

Pour la pertinence de notre discussion ici, nous devons mettre ce sujet de côté, puisque le but est de présenter Monsieur Kennedy.

Comme de nombreux autres prêtres mâles de l'Eglise Anglicane, dont certains sont retournés avec dégoût dans le giron de l'Eglise Catholique Romaine, Kennedy est indigné de cette évolution :

« Les prêtresses devraient être brûlées sur le bûcher parce qu'elles assument un pouvoir auquel elles n'ont pas droit. Dans le monde médiéval, on appelait cela sorcellerie. La façon de faire face aux sorcières était de les brûler au bûcher (...) La Bible est très claire sur ce sujet. Les hommes et les femmes sont différents biologiquement. Nous ne pourrions jamais être pareils. Je ne peux pas imaginer comment une femme pourrait être l'image du Christ. La chirurgie n'y pourra rien changer. »

Frederick West, l'assassin, est diabolique. Il sera mis de côté par la police. Pendant des années, son nom et ses actes envieront des frissons dans le dos. Anthony Kennedy, pourtant, est angélique. Il peut représenter le Christ sans que rien ne soit modifié. Nos enfants lui souriront à la crèche et le salueront dans la rue. Personne ne cherchera un corps dans sa maison ou un secret effroyable dans son cerveau. Mais il s'agit de la même personne. Et c'est la même actualité.

La rage et la malédiction de Kennedy est la clef pour résoudre l'énigme des meurtres de Gloucester. Ces deux histoires doivent être comprises comme des crimes de violence contre les femmes, comme la défense et la promotion de la violence contre les femmes. Cette violence n'a pas surgit dans le cerveau dérangé de West et dans la religion défectueuse de Kennedy. Tous les deux ont eu assez de cervelle pour choisir leurs victimes parmi les sections de la société qui ont le moins de droits. La source de cette violence est un monde qui, par le biais d'une myriade de lois grossières ou subtiles, de traditions et de coutumes, a défini la femme comme opprimée et de seconde zone. Un monde qui, délibérément et consciemment, et souvent par les moyens les plus violents, bloque le chemin vers la liberté des femmes et la fin de leur statut d'opprimées.

Ce n'est pas le Moyen Age. C'est l'âge du capitalisme. Tout ce qui se met en travers du marché et des profits est tôt ou tard balayé. De nombreuses des anciennes idées les plus profondément implantées, des préjugés et des traditions ont déperî jour après jour face à la triviale nécessité du marché et de la production. Donc, si la violence, la misogynie et la discrimination contre les femmes sont toujours une réalité de la vie des gens d'aujourd'hui et de cette époque, si malgré les puissants mouvements sociaux pour la libération des femmes, l'oppression sexiste prévaut toujours à travers le monde, l'explication de cela doit être trouvée ici même, aujourd'hui et à cette époque, dans les intérêts de ce système.

Il y aura peut-être toujours des crimes de « folie ». Mais le genre de folie dont les victimes, dans les rues, à la maison et dans les lieux de travail, sont essentiellement des femmes, n'est plus de la folie, mais le reflet malade de l'ombre dominante dans la société.

■ Mansoor Hekmat, mars 1994